

Communiqué de presse du comité « Aide sociale efficace »

Berne, le 25 avril 2019

ACCOMPAGNER AU LIEU DE STIGMATISER



Aujourd'hui, le comité « pour une aide sociale efficace » a présenté son argumentaire pour la votation sur le projet populaire « Aide sociale efficace » et la loi sur l'aide sociale. Pour ses contributeurs, une chose est claire : seul le projet populaire apportera un soutien durable aux personnes directement concernées. À moyen et à long terme, il allègera même davantage le budget de l'État que les coupes prévues dans la loi sur l'aide sociale, car il permettra de réinsérer un plus grand nombre de personnes sur le marché du travail.

Aujourd'hui, le comité « pour une aide sociale efficace » a présenté son argumentaire pour la votation sur le projet populaire « Aide sociale efficace » et la loi sur l'aide sociale. Contrairement au projet de coupe du conseiller d'État Schnegg, le projet populaire prévoit des mesures pour accompagner les bénéficiaires de l'aide sociale au lieu de les stigmatiser. Le projet populaire repose sur trois éléments fondamentaux : des prestations d'appoint conformes à la CSIAS, une formation de perfectionnement ciblée des demandeurs d'emplois et le respect dans le traitement des chômeurs de plus de 55 ans.

Le comité est scandalisé par la tentative du conseiller d'État Schnegg d'influencer la votation avec des chiffres erronés. La députée socialiste au Grand Conseil Margrit Junker Burkhard invoque en particulier les coûts pour les chômeurs âgés : « Les chiffres du conseiller d'État Schnegg ont dû être revus à la baisse de 150 millions de francs après le rapport d'un bureau indépendant ! » Or c'est précisément pour ces derniers qu'il faut agir selon la députée verte au Grand Conseil Andrea de Meuron : « Un tiers des chômeurs âgés en fin de droit ne retrouve plus de travail, les autres se débrouillent avec des jobs à temps partiel ou des emplois précaires. »

Stéphane Beuchat, co-secrétaire général d'AvenirSocial, souligne quant à lui l'importance de la formation et de la qualification pour l'intégration professionnelle : « Dans un nouvel article, le projet populaire garantit que les bénéficiaires de l'aide sociale bénéficient d'offres de formation adaptées à leurs besoins. » De plus, un tiers de l'ensemble des récipiendaires de l'aide sociale sont mineurs et ne peuvent de toute façon pas être réinsérés sur le marché du travail. Ainsi, les coupes prévues dans la loi sur l'aide sociale concerneraient en grande partie des enfants aussi.

La députée au Grand Conseil Barbara Streit-Stettler rappelle au nom du PEV qu'un tiers supplémentaire des bénéficiaires de l'aide sociale travaille, mais ne gagne pas assez pour vivre : « Réduire les contributions de ces personnes, c'est les exclure encore davantage de la société. » L'accusation répétée selon laquelle certains bénéficiaires de l'aide sociale recevraient plus que certains salariés ne correspond pas non plus à la réalité. D'une part, ce genre de situation est extrêmement rare, et si c'était le cas, cela ne signifierait pas que l'aide sociale est trop élevée, mais bien que ces salaires sont trop bas. Thomas Näf, président de KABBA, tient des propos très clairs à ce sujet : « Ce n'est pas le niveau élevé des prestations de l'aide sociale qui est un scandale, mais les bas salaires. »

Renseignements complémentaires

Margrit Junker Burkhard, députée au Grand Conseil, vice-présidente du PS BE, 079 377 75 21

Andrea de Meuron, députée au Grand Conseil, présidente du groupe Les Verts, 079 695 75 75

Stéphane Beuchat, co-secrétaire général AvenirSocial, 079 778 34 12

Barbara Streit-Stettler, députée au Grand Conseil PEV, 079 783 54 78

Thomas Näf, président de KABBA, Comité des chômeurs et victimes de la pauvreté, 079 535 72 44

Comité « Pour une aide sociale efficace »

PS du canton de Berne | Les Verts du canton de Berne | PEV du canton de Berne | AvenirSocial | KABBA | La Gauche Berne | Angestellte Bern | Attac | PDC du canton de Berne | Organisation faïtière des institutions sociales Bienne et région OIS | Juristes démocrates de Berne | GAP | Union syndicale du canton de Berne | GMS | Ja! | JS | Jeunes Verts | Jeune PEV | Comité Stop aux coupes | Kriso | Netzwerk Soziokultur Bern | PST | Eglises réformées Berne-Jura-Soleure | Unabhängige Fachstelle für Sozialhilferecht | Unia | Verkehrt | SSP | ASMAC